

Unité bi-départementale Calvados-Manche  
477 Bd de la Dollee  
50000 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 20/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Métaux Non Ferreux**

ZI Le Grand Chemin  
50540 Isigny-le-Buat

Références : 2023.477  
Code AIOT : 0005301536

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement SUEZ RV Métaux Non Ferreux implanté ZI Le Grand Chemin 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Métaux Non Ferreux
- ZI Le Grand Chemin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit aux sociétés historiques Pinel et Sirec, est autorisée à exploiter à Isigny le Buat une installation de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, papiers/cartons, D3E et autres déchets par arrêté

préfectoral du 13 novembre 2003 revu en 2019.

Ce site industriel étendu (plus de 11,7 hectares) est scindé en deux parties : la zone nord, dédiée aux métaux principalement non ferreux (câbles, aluminium, cuivre, etc.) et la zone sud, dédiée aux déchets de papiers, cartons, bois, pneumatiques, plastiques et aux métaux ferreux. L'exploitant ICPE Suez RV Métaux Non Ferreux sous-traite intégralement les activités exercées sur la zone sud à une autre filiale du groupe Suez, la société Suez RV Normandie.

Administrativement, le site relève du régime de l'autorisation environnementale et de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED).

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 26 avril 2022 et porte sur l'évolution des activités en zone sud. Un dernier arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 18 novembre 2022 et permet à l'exploitant d'exercer une activité de centre de dépollution de véhicules hors d'usage (portant agrément VHU).

L'ingénieur environnement « Suez Normandie » suivant la partie réglementaire ICPE du site a effectué une mobilité, une personne est en cours de recrutement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Bruit
- Poussières
- Eaux de ruissellement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Envol de poussières plastiques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Entreposage déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Débitmètre	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article Article 2.10.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2020, article 1.1.4 et 2.1.3.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a fortement progressé sur certains points apparus non-conformes lors de la précédente inspection le 25 février 2022. La plateforme en zone nord a été totalement reprise conformément aux précédentes suites d'inspection. Les deux bâches sud sont présentes. Une signalétique de circulation à destination des particuliers a été mise en place et l'exploitant a installé un débitmètre en sortie de rejet. **Toutefois l'inspection souhaite attirer l'attention de l'exploitant sur des manquements importants au sujet desquels aucune forme de tolérance ne sera montrée de la part de l'inspection à savoir:**

- la conformité du rejet pour les paramètres Plomb et Cuivre ;
- la mesure cohérente du débit de sortie. Il est indispensable d'une part, d'effectuer un relevé et un suivi régulier des mesures et de s'assurer du bon fonctionnement de l'outil et, d'autre part, de connaître avec certitude l'origine de l'eau canalisée et rejetée.
- le stockage non autorisé de poussières à l'air libre sans couverture et en dehors d'une case de stockage.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyen de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 réserves incendie de type bâches souples de 240 m<sup>3</sup> chacune, situées en zone sud.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, une des deux bâches sud était manquante, elle a bien été constatée en juin 2023. La validation du SDIS de ces bâches devra être transmise sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs fixées, pour les différentes périodes de la journée.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite précédente, il avait été constaté que l'étude acoustique datée du 17/02/22 mettait en évidence une émergence de 13 dB(A) au point PLD-1 situé au Nord, soit un dépassement de +10 par rapport au seuil réglementaire. Les mesures de bruits ambiants en limites de propriété présentaient des résultats conformes hormis pour les points PCD-6 et PCD-9 qui présentent respectivement des dépassements de +5 (en période diurne) et +6 (en période nocturne).</p> <p>L'exploitant devait présenter un programme de travaux permettant de respecter les seuils réglementaires.</p> <p>Lors de la visite du 21/06/23, l'exploitant a présenté le rapport acoustique du contrôle effectué le 23 et 24 février 2023. En 2023, l'activité a fonctionné en 2x8 et non en 3x8, aussi les mesures nocturnes ont été effectuées à des moments où l'activité sur le site est réduite au minimum.</p> <p><u><b>Demande 1 :</b></u> L'exploitant devra prévenir l'inspection lorsqu'un fonctionnement en 3x8 sera remis en place.</p> <p>Il est mis en évidence dans le rapport acoustique de 2023 une émergence de 3.5 dB(A) au point PLD-1 situé au Nord, ce qui correspond à un dépassement de 0.5 par rapport au seuil réglementaire.</p> <p><u>L'inspection invite l'exploitant à questionner le bureau d'étude pour savoir d'où vient cette émergence puisque l'activité du site était considérée comme à l'arrêt au moment de la mesure.</u></p> <p>Les mesures de bruits ambiants en limites de propriété présentaient en 2023 des résultats conformes hormis pour les points PCD-6 et PCD-8 qui présentent respectivement des dépassements de +1,5 et +5 (en période diurne) correspondant à la manipulation de matériaux. Le bureau d'étude indique que ces dépassements sont ponctuels. L'inspection relève cette non-conformité mais note que la situation ne s'est pas dégradée , par rapport à l'année passée.</p> <p><u><b>Demande 2 :</b></u> L'exploitant doit fournir un bon de commande signé à l'inspection concernant des travaux de réfection permettant de réduire les nuisances sonores en particulier sur le cyclofiltre D4 d'ici 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Modification de l'installation



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2020, article 1.1.4 et 2.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'actualisation de la demande d'autorisation, dans sa version complétée en septembre 2018 et février 2019.</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet de la Manche avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la précédente inspection, au cours de laquelle il avait été relevé que l'exploitant exerçait une activité de transit, regroupement, compactage de cannettes (utilisation du broyeur doopstadt déjà présent et prévu par l'arrêté), et avait mis en place un émissaire de rejet supplémentaire (nouveau dépoussiéreur « D5 ») sans en avoir averti au préalable l'IIC, l'exploitant a transmis un porter à connaissance en juillet 2022.</p> <p>L'activité concernant le compactage de cannettes Aluminium relève de la rubrique 2713 conformément à la note du 27/04/22 qui indique que <i>"la mise en balle de déchets non dangereux (filmage, compactage, ...) est une opération de regroupement"</i>. Le régime dont relève cette activité est inchangé (régime de l'enregistrement); la surface de stockage passe de 11 775 m<sup>2</sup> à 12 675 m<sup>2</sup>. <u>Cette modification notable et non substantielle sera incluse lors de la prise d'un prochain arrêté complémentaire.</u></p> <p>Le nouveau dépoussiéreur appelé D5 concerne la ligne d'affinage et de finition des câbles Cu/Alu. Il génère des impacts sur l'air et sur le bruit.</p> <p><i>Thématique air:</i></p> <p>L'exploitant indique que l'ouvrage pourra au maximum fonctionner à hauteur de 4 000 h/an sur un débit nominal de 30 000 Nm<sup>3</sup>/h. Il propose que les VLE appliquées et les flux maximum autorisés soient similaires à ceux de l'ouvrage D4 ayant le même débit nominal. La vitesse minimale d'éjection du D5 est cependant inférieure à celle du D4 (10 m/s pour 15 m/s), pour une même hauteur de rejet (4m).</p> <p><u><b>Demande 1:</b></u> L'exploitant doit justifier sous 3 mois que la vitesse minimale d'éjection est suffisante et ne génère pas d'impact significatif et s'assurer qu'elle est respectée.</p> <p>L'exploitant a intégré l'analyse du rejet du D5 à ses campagnes de suivi, l'analyse du 21 novembre 2021 ne fait pas apparaître de dépassement aux seuils réglementaires. Le bilan annuel de l'année 2022 n'a pas encore été transmis à l'inspection. La conformité des rejets du D5 y sera présentée et en cas de non-conformité, l'exploitant prendra immédiatement les mesures correctives.</p> <p><u><b>Demande 2:</b></u> Le rapport annuel portant sur l'année 2022 est attendu <b>avant la fin du mois de septembre 2023.</b></p> <p><u>En fonction des éléments de réponse à ces deux demandes, l'inspection pourra caractériser cette modification, et en cas de modification notable non substantielle, l'ajout du dépoussiéreur D5 pourra être intégrée lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté.</u></p> <p><i>Thématique bruit</i></p> <p>Il est par ailleurs indispensable que l'exploitant confirme que ce nouvel ouvrage n'entraîne pas une émergence sonore dépassant les seuils s'appliquant d'ores et déjà au site.</p> <p><u><b>Demande 3:</b></u> l'exploitant doit intégrer dans son bilan 2024 de l'année 2023 un paragraphe évaluant</p>



l'impact de l'ajout du nouveau dépoussiéreur sur le respect des seuils réglementaires liés aux nuisances sonores et justifier des précautions prises. Ce rapport annuel est à transmettre à l'administration avant le <b>30 juin 2024</b> .
<b>Observations :</b> Le rapport annuel 2021 transmis en juillet 2022 fait état d'un dépassement concernant le débit de rejet du dépoussiéreur D2/D3 (115 656 Nm <sup>3</sup> /h pour une limite à 100 000 Nm <sup>3</sup> /h) et les PCDD et PCDF n'y sont pas analysés. L'exploitant a indiqué en séance qu'il allait rectifier ces non-conformités, le bon de commande signé pour des analyses a été transmis à l'inspection suite à l'inspection. Ces mesures correctives seront à détailler dans le rapport annuel fourni en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Envol de poussières plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article article 2.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envol de poussières plastiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éventuels stockages de matières pulvérulentes sont confinés de sorte à prévenir les envols de poussières (réipients, silos, bâtiments fermés...). L'exploitant est tenu de respecter cette disposition pour tous les stockages de broyats de plastiques dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le 17 août 2021.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que si certains broyats de plastiques (issus des câbles) étaient entreposés à l'extérieur sous abris, plusieurs autres tas de broyats étaient toutefois stockés à l'extérieur sans couvertures (en partie est et partie ouest du bâtiment de broyage de câbles). Lors de la visite de juin 2023, la situation s'est améliorée puisque la quantité de matières stockées sans couverture a fortement diminué mais un tas a été observé en partie nord du site (450 tonnes), stocké en dehors des cases et sans couverture. L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu de construire une case de stockage sous abris à cet emplacement. <u>Demande 1:</u> L'exploitant doit, soit évacuer ce tas, soit transmettre une photo de l'état d'avancement du chantier de construction présentant au moins les murs de la case avant la fin du mois d'octobre. Des accumulations de matières plastiques ont à nouveau été constatées sur le chemin menant à la réserve incendie Nord. <u>Demande 2:</u> L'exploitant doit nettoyer cette zone sous 3 mois et s'assurer qu'elle reste propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Entreposage déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Les pneus ne sont pas stockés sur dalle étanche. L'exploitant <b>doit urgemment faire des travaux en zone sud pour se mettre en conformité</b> et permettre aux eaux de ruissellement d'être canalisées correctement. <b>L'exploitant doit s'engager sur un programme de travaux sous 2 mois.</b> L'inspection qui sera réalisée en 2024 permettra de vérifier la bonne réalisation des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Débitmètre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, débitmètre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un troisième séparateur d'hydrocarbures est placé en aval du trop-plein, de même qu'un volucompteur.
<b>Constats :</b> Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis en place un dispositif de mesure du débit rejeté. Le débit comptabilisé depuis sa pose, le 23/01/23, est a priori trop élevé pour correspondre aux eaux ruisselant sur le site. Aussi, soit la mesure a été faussée, soit un autre rejet se joint aux eaux météoriques collectées. <b>L'exploitant doit analyser sérieusement ce point de questionnement et fournir une explication solide et argumentée sous 4 mois.</b> Il doit par ailleurs fournir le débit annuel théorique des eaux de ruissellement susceptibles d'être pollués sous <b>2 mois</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois



## N° 7 : Rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article Article 2.10.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance rejet eau au milieu superficiel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une fois par mois (pour chaque mois calendaire où un rejet est effectué), l'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées au milieu naturel après traitement par séparateur d'hydrocarbures, pour les paramètres MES, COT, indice hydrocarbures, arsenic, cuivre, aluminium, fer, plomb et zinc.</p> <p>Une fois par semestre, les autres paramètres caractéristiques (pour lesquels le présent arrêté fixe une valeur limite en concentration) sont également mesurés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté durant l'inspection un fichier Excel récapitulant les résultats d'analyse depuis 2020. L'inspection constate que l'exploitant a respecté les fréquences d'analyse prescrites. Il ressort que des dépassements répétitifs et importants car supérieurs à 2 fois la norme ont été observés sur les paramètres Plomb et Cuivre (9 fois en 2022 pour le Cuivre et 5 fois pour le Plomb) ainsi que des dépassements moins significatifs concernant le Zinc (inférieurs à deux fois la norme et seulement 3 fois en 2022).</p> <p>Les analyses réalisées en 2023 semblent toutefois montrer une situation moins alarmante (1 seul dépassement en avril sur les six premiers mois de l'année). Il est possible que cette amélioration soit due au curage récent du bassin.</p> <p><b>Ces résultats sont toutefois globalement non-conformes et constituent un écart majeur qu'il convient de solutionner urgemment.</b> L'exploitant doit fournir à l'inspection un <b>plan d'action sous 2 mois</b>.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il réfléchissait d'ores et déjà à ajouter un mode de traitement supplémentaire en amont ou au sein du bassin afin d'obtenir une meilleure filtration des éléments de types "poussières".</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le cours d'eau dans lequel se rejette le rejet en sortie de bassin est l'Yvrande. Il est en mauvais état chimique pour les paramètres suivant: Cd, Ni, Pb, Chloroforme, Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(ghi)perylène.</p> <p>L'inspection relève que le Plomb fait partie des paramètres déclassant. Il est urgent que l'exploitant maintienne la tendance à l'amélioration observée récemment et s'assure de la conformité de son rejet au milieu vis-à-vis des seuils de l'arrêté.</p> <p><u>Compatibilité des VLE vis à vis du cours d'eau :</u></p> <p>Une fois la donnée du débit rejeté obtenue, il sera possible de connaître le flux rejeté au milieu pour une concentration de rejet respectant les VLE de l'arrêté puis d'évaluer si le rejet est compatible avec un bon état théorique de la masse d'eau.</p> <p>L'inspection a invité l'exploitant à réaliser une analyse ponctuelle des paramètres retrouvés dans l'Yvrande, n'ayant jamais été recherché dans le cadre du contrôle du rejet réglementaire du site. L'exploitant a répondu positivement, les résultats pourront ainsi être inclus dans le rapport annuel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois